

Adresser tout
"LA 22
PRO. LIBERAT
PRO. LIBERAT
PRO. LIBERAT
Canada et
Union Postale
\$2.00
\$2.50

Directeur: HECTOR HEROUX

DIEU ET MON DROIT

Imprimé et publié par la
WEST CANADA PUB. CO. LTD.
619, Ave. McDermott
Téléphones - A-1816 - A-1817

FRANCE

CONFERENCE DE GENES

Nous sommes en pleine Conférence de Gènes, et l'incertitude est encore complète sur ce qui va s'y passer.

Déjà, les images s'annoncent, l'horizon s'assombrit et on se demande quel sera le mortel libérateur assés fin et assés astucieux pour débloquer tous ces ballons d'essai et saisir le fil d'Ariane dans ce labyrinthe parlementaire où ont déjà succombé tant de passions politiques et tant d'efforts. Que peut-on espérer?

Nous croyons savoir pourtant, ce que son protagoniste, M. Lloyd George, entend en retirant.

Pour lui-même, il compte trouver dans cette conférence un regain de popularité auprès de ses concitoyens. Son étoile déclinant dans le Royaume-Uni, ne va-t-elle pas puiser en Ligurie un nouvel éclat, s'y baigner d'une auréole destinée à remplacer celles qui successivement se sont effacées au contact avec la réalité?

Pour son pays, il prétend le délivrer de la plaie du chômage, qui vient encore de s'étendre si largement par le "lock-out" et la grève des constructions métalliques.

Un monde, enfin, il entend procurer une amélioration économique sensible par la reprise des affaires non seulement entre les pays dont le commerce extérieur a toujours subsisté, mais aussi avec tout un groupe de peuples qui a été jusqu'ici exclu, partiellement ou totalement, du mouvement général des échanges, soit par la dépréciation des changes, soit par la ruine due à la révolution sociale.

Inutile d'insister sur la difficulté de réaliser des buts pareils. Il n'y a donc pas besoin d'être prophète pour prédire que la Conférence de Gènes, même si elle réussit au-delà de nos desirs, ne pourra pas donner tous ces résultats.

Peut-être l'échec sera-t-il complet. A première vue, cette hypothèse cependant nous paraît probable. Une rupture ne peut qu'être prévisible, en effet, que de l'attitude prise par l'Allemagne ou par la Russie. Or M. Rathenau a trop de bon sens pour faire peser sur son pays la responsabilité d'un insuccès total, et si Tchitcherine est coutumier des coups de théâtre, on doit reconnaître qu'il n'a guère intérêt à en provoquer, le bolchevisme devant compter maintenant sur la reprise du travail et du commerce pour se renforcer et durer, beaucoup plus que sur l'existence de la famine. Quant à la France et à la Belgique, elles ne partiront en faisant claquer les portes, que si on les y oblige en portant atteinte à leurs droits à des réparations.

Vraisemblablement on s'efforcera de part et d'autre d'éliminer les questions irritantes et de trouver des terrains favorables aux transactions.

Aux nations dont les changes sont dépréciés, on accordera peut-être des emprunts extérieurs garantis sur des gages sérieux, ce que le meilleur sera l'engagement de faire de bonnes finances. Le jour où les budgets seront en équilibre, le change sera stabilisé, et par conséquent le commerce international redeviendra possible. C'est là le plus grand service que Gènes puisse rendre à l'Europe centrale et orientale; lui prêter quelque argent, moyennant la promesse d'améliorer sérieusement la situation financière et la reconnaissance d'un certain contrôle extérieur. Si l'on y parvient, on fera un grand pas dans la voie du rétablissement économique du monde. Il ne sera pas pour autant réalisé, mais il redeviendra possible, car si les ruines de la guerre sont pour beaucoup dans les difficultés actuelles, les erreurs et les fautes des gouvernements en restent la cause capitale.

Quant à la Russie, le problème à résoudre est plus complexe. Non seulement le bolchevisme a dévasté son territoire, mais il porte préjudice à tous ses voisins par l'insécurité que ses armements font régner sur toutes les frontières.

Que l'on arrive donc à réduire les armées soviétiques et l'on soulagera d'un poids appréciable l'économie d'une dizaine de peuples, qui pourront alors participer au commerce mondial, parce que leurs dépenses militaires étant réduites, ils amélioreront leurs finances et leurs changes, et ils produiront davantage, c'est dire qu'ils augmenteront à la fois leurs achats et leurs ventes extérieures.

Puis se posera la question du relèvement économique de la Russie. Pour cela, il faudra d'abord rétablir la sécurité, laquelle ramènera le travail et l'épargne, et le capital interviendra quand il comprendra que les risques à courir sont redevenus inférieurs aux profits à réaliser. Mais ce programme exige beaucoup de temps. Ce n'est donc pas à Gènes qu'on pourra le mettre à exécution. Tout ce qu'on peut espérer, c'est d'en établir solidement les bases: à vouloir marcher trop vite, on ne préparera que des mécomptes.

Si seulement la Conférence de Gènes se bornait à donner aux hommes d'affaires du monde entier un peu de cette confiance dans l'avenir, qui fait défaut aujourd'hui, le résultat devrait en être tout pour satisfaisant. La confiance n'engendre-t-elle pas en effet le crédit, et celui-ci n'est-il pas la condition nécessaire aux échanges et à la production.

On le voit, nous devons moins nous attacher aux discours, discussions et ententes dont Gènes va être le théâtre, qu'aux conséquences pratiques qui en découleront. Qu'importe un traité de plus, ou une résolution internationale, pompeuse et vide de sens commun! Cela peut contribuer à la popularité d'un homme, mais cela ne changera rien aux difficultés actuelles. Au contraire une conférence, qui, sans échange de signatures, prouverait aux Soviétiques que leur intérêt est de désarmer et de donner à la propriété et à la liberté individuelle des garanties suffisantes, devrait être considérée comme ayant donné tout ce qu'on peut en attendre, de ce côté du moins, car elle ouvrirait l'insensiblement au commerce mondial des marchés assez étendus pour diminuer les chûmes.

Gardons-nous d'être trop confiants dans l'avenir immédiat;

il est sombre, avons-nous déjà dit, et il ne peut rapidement s'éclaircir. Il faut du temps, du travail, de l'épargne et surtout de la confiance pour apporter de réelles améliorations: Souhaitons que Gènes en donne une démonstration assez claire, soit aux individus, soit aux peuples!

J. L.

Municipalisation et nationalisation

Ce sont là de grands mots et de fameux albatros-nigauds. La Russie a nationalisé toutes les grandes industries privées et elle est à la banqueroute. Il faut une charge de ses roubles de papier pour valoir une piastre en or; ses habitants meurent de faim par milliers, ses voies de transport sont désorganisées, c'est la misère noire quand ce n'est pas la mort. Pourtant le gouvernement devenu administrateur de tout devait nourrir ses administrés comme un bon père nourrit ses enfants.

Fichu de père qu'un gouvernement communiste ou socialiste.

Notre gouvernement fédéral a nationalisé certains chemins de fer. Il emploie les déficits à raison de soixante-dix millions par année. Le *Wall Street Journal* de New-York disait dernièrement, en termes à peine convertis, au gouvernement canadien qui voulait emprunter, de rester chez lui aussi longtemps qu'il n'aurait pas modifié sa politique de chemins de fer.

Le gouvernement manitobain a nationalisé les téléphones et il fait des déficits là où la compagnie Bell faisait de beaux profits. Le *New York Times* faisait remarquer, il n'y a pas longtemps, que les fortes taxes qui pèsent sur les contribuables canadiens, qu'elles soient imposées par le gouvernement fédéral, les législatures provinciales ou les administrations municipales sont dues, en grande partie, à la nationalisation et à la municipalisation des utilités publiques.

Nationalisation et municipalisation sont, presque toujours, des paravents à quelques bons hommes qui veulent ramasser de gros sous sous le couvert de grands mots. Pendant que le naïf contribuable songent aux belles choses que doivent exprimer ces grands mots, les bons hommes le soulagent de ses sous. D'autres fois le public voit une compagnie privée faire de beaux profits. Or se dit: "Pourquoi ne pas garder ces profits pour nous?" Déjà les contribuables croient voir tomber les profits dans leur bouquet, on municipalise. Les favoris politiques prennent la place des hommes compétents. Au lieu de profits c'est le régime des déficits qui commence et les contribuables au lieu de recevoir une partie des profits voient leurs taxes grossir pour combler les déficits.

La nationalisation et la municipalisation sont une immense blague, qu'on nous pardonne l'expression. Contre un succès on compte facilement dix échecs; en définitive les contribuables payent les pots cassés.

Depuis quelques années certains bons hommes s'efforcent de municipaliser les commissions scolaires. Nous mettons nos lecteurs en garde contre cette municipalisation. Nous aurions dans les campagnes des écoles éléphants et des grandes charrettes pour y transporter les enfants. L'expérience coûterait fort cher et ne donnerait pas satisfaction.

Mais les intérêts financiers des contribuables sont choses qui n'intéressent pas les bons hommes en question, ils ont autre chose en tête.

Aux pères de familles et aux contribuables de ne pas dormir.

COMMENT AIDER

Nous avons dit, la semaine dernière, que l'exécutif de l'Association d'Education souhaitait une coopération plus régulière de la part des cercles paroissiaux.

A ceux qui de bonne foi pourraient se poser la question: "Mais que ferons-nous pour être utiles", nous répondons:

D'abord mettez-vous bien en tête que la menace qui nous vient de la pénurie de maîtres et maîtresses diplômés est plus grave qu'on ne le croit généralement.

Le corps enseignant laïque doit être renouvelé en moyenne, tous les quatre ou cinq ans, et il faut au moins dix ans pour préparer un maître d'école. C'est dire qu'il nous faut former une centaine de maîtres et de maîtresses laïques tous les quatre ou cinq ans à peu près. C'est un gros problème.

Pour le résoudre l'Association a besoin du concours de tous les hommes de bonne volonté et surtout des cercles paroissiaux. Un des premiers devoirs du cercle paroissial est donc d'avoir les yeux grands ouverts pour trouver des recrues à préparer aux diplômes. Il en coûte pour se préparer mais le but une fois atteint n'est pas sans compensation; les maîtres et les maîtresses diplômés reçoivent en général cent piastres par mois pour comble.

Les parents donnent sept ou huit ans de couvent ou d'école à leurs filles dans la plupart de nos paroisses; ils hésitent d'un des dernières années. Un comité paroissial qui aurait à cœur de servir la cause commune ne pourrait-il pas intervenir discrètement pour que les plus intelligents poursuivent leurs études deux ou trois ans de plus? Chaque comité est juge des circonstances locales et plus en mesure que l'exécutif de valancer les déficits.

Mais, voilà dire quelques-uns, c'est un gros travail que vous nous faites-là.

Mais ne saluez-vous pas qu'il n'y a rien à faire? Ne pourriez-vous pas commencer par là? Vous verrez que cette initiative vous en suggérera d'autres. Il faut pour cela un peu de dé-

votement et d'esprit de suite, mais le salut de la race ne vaut-il pas cet effort?

Trop de forces s'emploient à notre disparition pour que nous puissions vivre sans y mettre un peu d'énergie.

QUESTION OUVRIERE

La question ouvrière est très complexe, les solutions sont parfois difficiles à trouver.

Nous conseillons à nos lecteurs d'avoir la patience de lire les deux reproductions que nous empruntons au *Travailleur* de Québec, nous les mettons sous les deux divisions No 1 et No 2.

Le numéro 1 expose la question des relations entre travailleurs et patrons, et c'est fait d'une manière frappante, puisque c'est pris sur un fait très actuel, la grève des mineurs aux Etats-Unis.

Les patrons semblent bien avoir tort. Le remède à cette grève monstrueuse serait tout trouvé si nous sommes, si les propriétaires de mines voulaient en venir à un arbitrage.

Ce remède est possible et peut en démontrer la possibilité nous reproduisons sous le No 2 l'entente survenue à Montréal entre le "Syndicat Catholique et National des Plombiers" et l'"Association des Maîtres Plombiers".

On conclura facilement du rapprochement de ces deux faits combien bienfaisants sont les principes catholiques appliqués aux difficultés ouvrières.

Nous croyons de plus que la lecture de ces deux reproductions qui montrent la question ouvrière sur des faits actuels servira plus que bien des considérations pour aider à comprendre une question difficile et pratique.

LE TRAVAILLEUR

LA GREVE DES MINEURS

La situation telle qu'elle est, décrite par le *Rép. P. H. H. S. J.* Il faut absolument que l'Amérique cesse de produire des mines de charbon mou. Le dernier prétexte des propriétaires de mines pour ne pas accepter la conférence est vite démenti.

Le révérend Père Huestein, jésuite, vient d'écrire, dans la revue catholique *America* un très intéressant article sur la situation des mines américaines et des mineurs.

Il y a deux classes de travailleurs, dit-il, présentant un problème difficile à résoudre: celle des émigrants et des travailleurs autochtones et celle des travailleurs dans des industries incapables de leur fournir complètement du travail, et qui sont attachés à leur pays et à leur métier. Les mineurs du bitumineux font partie de cette dernière.

TRAVAIL INTERMITTENT

Pendant la période de 1900 à 1919 la perte de temps dans la production a été de 10 pour cent d'autres causes que les grèves a été de 1,053,576,000 jours ouvrables, pendant que celle occasionnée par les grèves s'élevait de 121,747,000 d'après les chiffres officiels du Gouvernement américain.

Quand même les mineurs n'auraient jamais fait la grève, la production aurait été à peu près la même qu'elle n'est pas plus de 10 pour cent de plus.

Les exploités de mines auraient tout simplement suspendu la production pendant un nombre équivalent de jours, au cours d'une autre saison.

M. F. G. Tryon, géopologue du Gouvernement, s'occupant de la géologie minière a effectué une enquête possible de travail pour les mineurs du bitumineux en de 308 jours. Si on prend la moyenne de l'année faite depuis trente ans, on voit qu'elle n'a été que de deux cent quinze jours, soit une perte de quatre-vingt-treize jours par année ou un tiers de l'année normale. Au cours de l'année 1921, les mineurs ont perdu environ cent trente-neuf jours d'ouvrage parce qu'il n'y avait pas de travail.

Fait intéressant à noter, les opérateurs de mines ont refusé la semaine de trente heures demandée par les mineurs, et comme question de fait, depuis l'année 1919, les mineurs n'ont pas pu obtenir du travail pour plus que trente heures par semaine.

LES CONSEQUENCES

Cette situation entraîne des conséquences graves pour tout le monde, et particulièrement pour les mineurs et les consommateurs, qui finiront toujours à payer le coût. Le public en définitive doit payer les jours de chômage forcés tout comme ceux de travail.

Il ne faut donc pas se faire d'illusion avec le chiffre du salaire que les mineurs peuvent recevoir par jour: ce qui importe c'est la somme totale qu'ils peuvent gagner au cours de l'année. Quand bien même ils recevraient \$50 par jour, s'ils ne peuvent travailler que trois ou quatre jours par semaine, ils ne seront pas riches. En 1919, le revenu moyen d'un mineur a été de \$1,200, pendant qu'en 1920 il a atteint le chiffre de \$1,400 à \$2,000. Ce fut l'année la plus active. En 1921 le revenu baissait à \$1,200 et depuis il est encore tombé, le travail ayant diminué.

Le 31 mars dernier, le Président du Comité de Secours des Mineurs de la Virginie-ouest déclarait ce qui suit:

"Les Mineurs de la Virginie-ouest sont réduits à la dernière extrémité dans leur lutte pour l'existence. Les propriétaires ont tenu leurs mines fermées pendant une période variant de six à vingt mois dans les deux tiers des mines de l'état, afin de forcer les mineurs à accepter la 'boutique ouverte'. Des milliers de familles sont dans la plus grande misère, les femmes et les enfants n'ayant pas de chaussures et n'ayant pour se chauffer que ce qui leur est resté de l'été dernier. Nous avons épuisé toutes nos ressources pour les nourrir. A moins que nous recevions des secours immédiats toutes les familles mourront de faim. Les mineurs dans une posture passablement fautive et leur fait peser sur les épaules les responsabilités de cette grève."

MONTREAL

L'événement le plus considérable qui s'est produit dans le monde ouvrier catholique de Montréal est le suivant:

Le Syndicat catholique et les Plombiers et les Chauffeurs d'appareils de chauffage vont de passer un contrat de travail avec l'Association des Maîtres-Plombiers de Montréal. C'est la première fois que le travail collectif conclut cette année une organisation ouvrière et une association patronale des métiers de la construction. Les deux syndicats ont pour leurs compagnons plombiers et pour les chauffeurs de chauffage (Suite de la page 1)

DR JEABOUR
DENTISTE
Grandes études de médecine et licencié et diplômé et membre du Collège des Chirurgiens, Etc. Grand West Permanent Home
334, RUE MAIN, WINNIPEG

Guillaume Charette
AVOCAT - NOTAIRES
Rue Notre-Dame, Winnipeg
Tél.: Bureau N 8471 - H.A. N 232

Dr J. Euclide Longpré
MEDICINE GENERALE
Téléphones:
S. Boniface: N 2130, Winnipeg; N 797
Chambre 407, Grand West Permanent
354, rue Main, Winnipeg
Héa: 153, Provencher, S. Boniface

J.T. REAUBEN
AVOCAT et Notaire
608, Ed. Grand West Permanent Bldg,
354, RUE MAIN
Tél. A 1481
Argent à premier ou fermes à
taxe réduite

BENOIT & FILS
ENTREPRENEURS
Construction de tout genre
Plan et devis fournis sur demande
Téléphone N 1947
15, DESAUTELS, SAINT-BONIFACE

DR Georges-M. LAFLECHE
MEDICIN CHIRURGIEN
Bureau: 607, Edifice Grand West
Permanent, 354, rue Main
Téléphone A 302
Heures du bureau: 11-12 am - 2-4 p.m.
Residence: 151, rue St-Jacques,
Téléphone A 3736

BOURBONNIERE & FILS
SAINT-ROSE DU LAC, MAN.
Nous avons des cerceaux venant de
la manufacture et nous en faisons sur
commande. Tous les prix.

Dr L. D. COLLIN
Des hôpitaux de Paris
Honneurs et distinctions
1 h. A & 9 h. 7 h. A & 9 h. am
Téléphone Main 1725
SPECIALISTE CHIRURGIE

Ne fait pas mal du tout!

Versez quelques gouttes de "Freezone" sur un cor qui vous fait bien souffrir, et à l'instant, toute douleur cesse!... Alors, doucement vous l'enlevez avec vos doigts, tout simplement.

Votre pharmacien, vend pour quelques sous, une petite bouteille de "Freezone" suffisant pour vous débarrasser de tout cor dur ou mou; cors entre les orteils et callosité, sans aucune douleur ni irritation. **à 500**

maine: l'approbation a été générale. On décida ensuite d'ajourner à mercredi prochain, de l'avis de tout le monde, la question de la démission des membres des désordres de Dunmaway des saisies de Clounmaw mais les partisans de De Valera ne furent pas d'accord sur la question, bien que reprochant les crimes perpétrés à Cork.

De Valera resta calme à l'instar de Collins. Le Dr Patrick McCartan, président de la conférence, déclara que l'effet de former une commission de salut public. Collins et Griffith ne le dirent pas, mais De Valera se borna à exprimer l'espoir que peut-être, l'intervention d'une tierce partie pourrait ramener la paix.

Le Dr Richard Mulcahy, ministre de la défense, provoqua de vives discussions. Il a blâmé les désordres causés par la section dissidente de l'armée.

Madame O'Callaghan, de Limerick, proposa de rejeter le rapport en alléguant que Mulcahy n'avait pas fait un jugement de maintenir l'armée comme un corps républicain.

Liam Mollwoes, secrétaire du

attitude de Belfast et se poursuivraient aussi longtemps que le besoin s'en ferait sentir. Il est vrai, mais on se propose de les rendre aux autorités en temps opportun.

— — —

6.000 officiers devront quitter l'armée

D'après la France militaire, le projet de loi des cadres déposé par le gouvernement ramènera l'effectif des officiers de l'armée active à 25.000.

Cet effectif était actuellement de 35.000; c'est donc 10.000 officiers qui devront disparaître de l'armée active. Il est vrai que dans ce chiffre de 10.000, il faut compter environ 4.800 officiers appartenant à un grade latéral, qui doivent disparaître lorsqu'ils auront quinze ans de service. C'est donc en chiffres ronds 6.000 officiers, à qui il devra quitter l'armée.

ENCOURAGEZ NOS ANNONCEURS

faits. Sommeils (box spring) regard
Travail garanti.

Western Mattress Co.
TEL. A-9764. 882 RUE BURNEL

A VENDRE



Bonne Maison
5 Pièces
avec Pantry et Salle de Bains
\$4,500!
410 RUE LANGEVIN, ST-BONIFACE
Telephone 11-888

du saint-onc de Jésus et Jésus et
et surtout d'après lequel sont tous
les travaux de collège. Cours de
professeur une spécialité. M. de
Jouan, dessin et peinture ensei-
gnés avec soin et selon les der-
nières méthodes. Récupération d'é-
tude et de diction sous la di-
rection d'experts.

Demandez des renseignements

Scieur Supérieur

DR E. T. ETSLE
MEDICIN ET CHIRURGIEN

SUITE 10, HORACE COURT
Norwood, Man.

Tel. M 1602

Heures de bureau: 9 à 4 p.m.
Ce docteur parle français

Noé Rodrigue
Vins et épicerie de choix
Beef, Veau, porc, caré etc.
Jugon, coq, laré etc.
5000 CHEMIN SAINT-CHARLES
ET CINQUIÈME AVENUE
Téléphone M 1097
SAINT-VITAL

J.A. Macpherson E.M. Dauncey
Tél. A 7067-7094

COUNSELL & MACPHERSON

ASSURANCES

de tous genres

EDMUND MACGREGORY

258 Ave. Portage Winnipeg, Man.

Toutes les maladies des pieds traitées
scientifiquement. Pieds plats, chevilles
faibles et courbures sans les plus durs
efforts avec l'aide de supports légers pour
faciliter le port.

Dr. J. A. SEGUIN

Spécialiste en Orthopédie
et Pédiatrie.
COUR, PORTAGE & CARLETON

ALEXANDRE CELINAS

Avocat — Notaire

LE PAS MANITOBA

DR N.A. LAURENDEAU

DES HOPITALS DE NEW-TOWN
Chirurgien. Chirurgie et maladies de
la peau.

BUREAU DE CONSULTATIONS

Vendredi 7 heures à 8 heures aux bureaux
Portage et Wellington St. ou Rich-
mond St. 1928 Saint-Jacques

C. BUFFET

Immobilières, Prêts, Assurances
Gérance d'immeubles et recouvrement
101, RUE NOTRE-DAME EST
204 EDIFICE McINTYRE, WINNIPEG
Téléphone A 6808

RENE WEGECHER

Ex-élu de la Société Canadienne Française
de Violoncelle
et professeur de violoncelle municipal et
d'accompagnement
Professeur particulier D. Brundis,
Médical School and Art Institute
Téléphones V 4706—A 942

COUTU & CIE

44 rue Wellington

Ornementation de robes
en tulle et en
tulle blanc
hermine d'amples
lustrées pour robes
noir et marquis.

Consultez nos sty-
listes.
Couture



Petit Acompte
et la balance par versements mensuels. Nous prendrons, aussi votre
vieux auto comme un versement complétant sur
votre nouvel auto.

Nous parlons français.

Dominion Motor Car Company Ltd.
Cor. Fort & Graham Phone N. 7316
En face du Théâtre Orphéum

OR DAN CRAWFELL 161 - 7316 u Sh 4852

